

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 12/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S

BP 65
38100 Grenoble

Références : 2025-Is053TS1
Code AIOT : 0006102955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S implanté 54 avenue Rhin et Danube CS 90065 38000 Grenoble. L'inspection a été annoncée le 18/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite de l'incendie du 26 septembre 2019 à Rouen, le ministre de la Transition écologique a initié une importante réforme de la réglementation des stockages de :

- liquides inflammables,
- liquides et solides liquéfiables combustibles,
- matières combustibles.

Ces évolutions, en vigueur depuis 2021, visent :

1. Les plans d'opération interne (POI) et les plans de défense incendie (PDI) : notamment en ajoutant une liste des informations pertinentes sur les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'événement (incendie notamment). Ces informations incluent les produits de décomposition dus au bâtiment (toiture, isolation, câbles) et aux

contenants des produits en feu, sous la forme d'une liste hiérarchisée identifiant les substances les plus notables susceptibles d'être émises.

2. Les obligations en cas d'évènement/sinistre : en mettant en place les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie. Les « premiers prélèvements environnementaux » englobent à la fois les prélèvements et les analyses effectués au plus tôt après le début de l'incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Ces évolutions sont applicables aux établissements classés Seveso seuils bas, ce qui est le cas de la société HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES situé à Grenoble.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S
- 54 avenue Rhin et Danube CS 90065 38000 Grenoble
- Code AIOT : 0006102955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Statut IED : Non IED

Intégré au groupe SANDVICK jusqu'en 2017 puis vendu au groupe HYPERION, l'établissement HYPERION Materials and Technologies SAS (HYPERION MT) de Grenoble est un établissement classé sous le régime de l'autorisation SEVESO seuil bas et dont les activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux (AP) n°2003.04764 du 13 mai 2003, n°2009.03506 du 25 mai 2009 et n°DDPP-IC-2018-07-11 du 2 juillet 2018.

Le groupe HYPERION fabrique des outils en carbure de tungstène, outillages mécaniques et pièces de mécanique de précision. Elle est également un des plus gros fabricants mondiaux de poudre pour carbures métalliques afin de satisfaire les besoins de son propre groupe et ceux de ses clients.

L'unité HYPERION MT de Grenoble est basée à proximité du centre-ville de Grenoble et est spécialisée dans la fabrication de mélanges prêts à l'emploi pour matériaux durs (poudre de carbure métallique) préparés à partir de poudres métalliques (carbure de tungstène, cobalt, nickel, etc.).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Délais
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 02/07/2018, article 3	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES a initié l'intégration des prescriptions relatives aux premiers prélèvements environnementaux dans son plan d'opérations internes (POI). Il reste toutefois des points à compléter par l'exploitant pour répondre aux objectifs mentionnés dans la réglementation, notamment sur la recherche de substance par milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2018, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement du site
Prescription contrôlée : L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral N°2009-03506 du 25 mai 2009 est modifié comme suite :
Constats : L'ensemble des rubriques classant le site a été vu avec l'exploitant. Ce dernier indique qu'aucun changement n'est survenu depuis l'augmentation d'activité de 2018. Ainsi, le classement est le suivant : <ul style="list-style-type: none">• 4120-1a : (A - SB), substance et mélange solide - toxique aiguë cat 2 : 187 tonnes. L'exploitant a présenté l'état des stocks le jour de la visite, celui-ci indiquait 148 t.• 2515-1a : (E), installation de broyage, concassage... : 420 kW. L'exploitant indique que le parc machine a évolué depuis 2018, mais que la puissance déclarée reste sensiblement la même. Toutefois, il n'a pas été en mesure d'indiquer exactement la puissance de l'ensemble des installations.• 2560-2 : (DC), travail mécanique des métaux : 159 kW. L'exploitant indique que les installations n'ont pas évolués.

- 2915-2 : (D), chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1200 litres. L'exploitant indique que les installations n'ont pas évolués.
- 1450-2 : (D), emploi ou stockage de solide inflammable : 0,9 t. En salle, l'exploitant indique que le volume n'a pas changé. Cependant, lors de la visite terrain, l'exploitant a eu un doute sur le stockage de solide inflammable.

Observation n°1

L'exploitant doit recalculer la puissance totale exacte des installations concernée par la rubrique 2515 et en informer l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit confirmer à l'inspection des installations classées le classement sous la rubrique 1450 de l'établissement en indiquant le tonnage précis des solides inflammable employés ou stockés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis avant l'inspection le plan d'opération interne (POI) de l'établissement. Celui-ci date du 01/04/25. La précédente version du POI date d'avril 2023.

Dans le chapitre 2 « Diffusion du POI », l'adresse du contact DREAL est incorrecte. Il s'agit de l'ancienne adresse de l'unité départementale de l'Isère de la DREAL. L'exploitant doit mettre à jour l'adresse administrative de la DREAL.

Un chapitre (chapitre 10) concernant les prélèvements environnementaux a été intégré au POI. Celui-ci manque de contenu et d'information et fait l'objet de remarques de l'inspection des installations classées qui sont décrites dans les points de contrôle ci-après.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à

compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis avant l'inspection le « Compte-rendu d'exercice d'urgence » réalisé le 21/03/25.

Le thème choisi par l'exploitant pour l'exercice de mars 2025 est : Départ de feu et gestion d'une personne blessée. La mise à jour du POI ayant été réalisée au 01/04/25, l'exploitant n'a pas testé la nouvelle procédure sur les prélèvements environnementaux.

Cinq actions ont été identifiées et font l'objet d'un axe d'amélioration avec un plan d'action. L'exploitant a présenté via leur logiciel de suivi de la sécurité l'avancement de la prise en compte des actions. Deux actions restent à réaliser :

- « Faire en sorte que l'alarme soit audible dans la salle broyage lorsque la tamiseuse fonctionne.
- Rédiger une procédure pour la préparation d'un exercice d'urgence avec les personnes/autorités à prévenir, le mode d'information et le délai de prévenance. »

Il est constaté que la remarque de l'inspection à la suite de la précédente visite d'inspection « L'inspection propose que les fonctions POI occupées par les personnes présentes soient notées dans les comptes-rendus afin de pouvoir s'assurer du roulement des personnes sur les différents rôles. » n'a pas été prise en compte pour le compte-rendu 2025.

L'inspection des installations classées n'a pas été prévenue en amont de l'exercice prévu en mars 2025 contrairement à ce qui est demandé dans l'arrêté préfectoral du 13/05/2003.

L'exploitant indique vouloir réaliser un exercice POI avant la fin de l'année 2025 encadré par un organisme extérieur (type CNPP) afin de vérifier la bonne réalisation de l'exercice.

L'exploitant indique que les services de secours souhaitent être prévenus en amont de l'exercice afin de pouvoir se préparer correctement. Cette remarque fait suite à une information des services de secours juste quelques jours avant l'exercice.

L'inspection réalisée le 10/09/24 par le Service prévention des risques industriels de l'inspection des installations classées mentionne que des exercices ont été réalisés en 2021 et 2023. En prenant en compte l'exercice 2025, l'exploitant a réalisé des exercices tous les deux ans. Pour rappel, l'arrêté préfectoral du 13/05/2003 impose à l'article 2.6.3 un exercice annuel en liaison avec les sapeurs-pompiers.

Observation n°2

L'exploitant doit tester lors du prochain exercice POI, la nouvelle procédure sur les prélèvements environnementaux. En s'appuyant sur les scénarios d'accident prévus dans le POI, il pourra notamment prévoir l'intervention des acteurs externes susceptibles d'être impliqués et, le cas échéant, le déclenchement des dispositions à mettre en œuvre pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux afin de s'assurer de la cinétique de mise en place des moyens et personnels désignés.

L'exploitant doit prévenir l'inspection des installations classées de la date d'exercice prévue quelques jours avant la réalisation de celui-ci.

L'exploitant doit prendre en compte les remarques mentionnées dans le précédent rapport de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

[...]

Annexe V - i)

[...]

(...) Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

[...]

Constats :

Dans le POI 2025 transmis peu de temps avant l'inspection, le chapitre 10 mentionne les « Premiers prélèvements environnementaux ».

Il est mentionné que l'exploitant « a fait réaliser par la société APAVE une étude pour définir les substances à rechercher en cas d'accident sur le site (Rapport N° A534416873 version 0 datant du 16/01/2023). ».

L'exploitant a également fait réaliser une étude commune avec la société UMICORE par la société SOCOTEC pour définir le protocole de prélèvement des substances en cas d'incendie sur le site.

Le POI mentionne les deux rapports. Certaines substances mentionnées dans le rapport de l'APAVE ne sont pas reprises dans le rapport de SOCOTEC, comme l'amiante. De plus, dans le POI il est indiqué pour les produits de décomposition en cas d'incendie que SOCOTEC propose de chercher, des substances comme l'HF. Or, cette substance n'apparaît pas dans le contrat entre HYPERION et SOCOTEC.

L'exploitant indique qu'il s'agit du rapport de SOCOTEC commun entre les deux entreprises HYPERION et UMICORE qui fait foi pour la recherche de substance en cas d'incendie. Cette notion n'est pas explicitement indiquée et laisse planer un doute sur les substances à rechercher.

L'exploitant indique que suivant la zone impactée, la recherche d'amiante aura lieu ou non. Cette notion n'est pas indiquée dans le POI.

À la lecture du POI, il n'est pas facilement compréhensible de connaître quelle substance sera recherchée en cas d'incendie et dans quel milieu les chercher.

Le POI expose les substances recherchées en deux catégories : Les substances toxiques potentiellement émises en cas d'accident et les produits de décomposition en cas d'incendie important.

Les différents milieux où ces substances peuvent être trouvées ne sont pas précisés et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ne sont pas expliquées.

Non-conformité n°1

Le plan d'opération interne ne contient pas toutes les informations requises.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous **3 mois**, dans son POI, l'exploitant doit :

- mettre en cohérence la liste des substances à rechercher entre les différents études/rapport réalisés sur ce sujet,
- indiquer les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.

[...]

Annexe V - i)

[...]

(...) Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

[...]

Constats :

La partie 10.2 du POI précise les modalités d'astreinte pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

Le POI mentionne les équipements à mobiliser par type de prélèvement (prélèvement passif, actif, ponctuel...), mais il ne mentionne pas les équipements à mobiliser par substance et milieux.

L'exploitant a présenté la fiche "MODALITÉS D'ALERTE ASTREINTE SOCOTEC- HYPERION (Grenoble)" qui est mentionnée dans le POI. L'exploitant indique que cette fiche est présente dans le classeur DOI. Celle-ci contient notamment le numéro d'astreinte de la société SOCOTEC pour les joindre en cas de besoin de réalisation de prélèvement. Ce numéro a été testé en direct lors de la visite d'inspection. Un agent de la société SOCOTEC a répondu et a pris les informations nécessaires, l'agent a également confirmé qu'un contrat entre la société HYPERION et SOCOTEC existait et qu'il était en vigueur.

Il est mentionné dans le POI que le contrat d'astreinte couvre la période d'août 2023 à juillet 2026.

L'exploitant a présenté le contrat entre SOCOTEC et HYPERION. Cependant, celui-ci n'est pas signé et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un devis ou le contrat signé. Dans ce contrat, la prestation prévoit un délai d'intervention maximum de 4 h de la société SOCOTEC pour réaliser les prélèvements. L'inspection note que ce délai paraît trop long et qu'une intervention dans un délai inférieur à 3 h maximum paraît plus préférable.

L'exploitant indique qu'aucune mutualisation des moyens pour les prélèvements en cas d'incendie n'est prévue avec la société UMICORE.

Non-conformité n°2

Le plan d'opération interne ne contient pas toutes les informations demandées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit préciser dans son POI d'ici 1 mois, les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et par milieux.</p> <p>L'exploitant doit transmettre d'ici 1 mois le contrat signé avec la société SOCOTEC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>[...]</p> <p>Annexe V - i)</p> <p>[...]</p> <p>(...) Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation d'accréditation COFRAC de la société SOCOTEC avec laquelle elle dispose d'un contrat pour les prélèvements environnementaux en cas d'incendie. Le numéro d'attestation porte le N° 1-7125 rév. 0 et la date de fin de validité du contrat est le 30/11/23. Cette attestation est valable pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en environnement, qualité de l'eau et de l'air.</p>

Observation n°3

L'exploitant doit transmettre d'ici **1 mois** l'attestation d'accréditation COFRAC de la société SOCOTEC en cours de validité. Il doit s'assurer que la société est bien habilitée pour l'analyse des substances retenues dans le POI et pour les différents milieux (air, eau, sol).

Type de suites proposées : Sans suite